



# Le Valais néglige ses terres agricoles

**URBANISATION** | Routes, villas, halles industrielles, les terrains agricoles sont peu à peu détruits par l'urbanisation du canton. Nous sommes allés à la rencontre de ceux qui voient leur outil de travail se réduire.

PAR **ALEXANDRE.BENEY@LENOUVELLISTE.CH**



Pascal Lattion dans un champ de maïs à Collombey-Muraz. HÉLOÏSE MARET



Bertrand Caloz dans ses vignes à Sierre. LE NOUVELLISTE



Gérard Varone dans ses champs à Bramois. LE NOUVELLISTE

**L**e Valais perd 80 hectares de terres agricoles chaque année, rien qu'en plaine. Dans tout le canton ces disparitions sont visibles. De parcelle en parcelle, l'industrie côtoie les cultures qui cèdent face aux vilas.

A Collombey, Pascal Lattion traverse l'un des champs qu'il travaille en communauté d'exploitation, montre les impacts de la récente grêle sur les feuilles de maïs. «Ces terres sont les meilleures pour cultiver, les plus faciles à travailler aussi, car elles sont proches du Rhône, donc très sablonneuses. Du coup, elles sont très bonnes aussi pour construire.» C'est un constat, et un regret. Sur deux côtés de la parcelle se trouvent déjà des

halles de béton gris. «Ce terrain est en zone industrielle. Il ne va pas durer», précise l'agriculteur.

La problématique commence à éveiller les consciences politiques. Le Conseil d'Etat vient de former un centre de compétence pour protéger les terres agricoles et enrayer le déclin. Au-delà des chiffres, «Le Nouvelliste» est allé à la rencontre de trois agriculteurs. A Collombey, à Bramois et à Sierre, le constat est le même. L'urbanisation gagne sur l'agriculture dans un combat très inégal.

### Souvenirs de champs disparus

De mémoire, Pascal Lattion égrène les hectares perdus:



**Une exploitation agricole, c'est assez mobile, elle se déplace en suivant les terres disponibles."**

**GÉRARD VARONE**  
AGRICULTEUR À BRAMOIS

«Tant pour la caserne des pompiers, tant pour ces halles, tant pour ces villas. Une année, c'est un collègue qui est touché, une année, c'est moi. On est habitué à ce pincement au cœur. Mais nous ne pouvons rien faire, il faut bien loger les gens et les pompiers ont besoin d'une caserne.»



Dans les trois exploitations visitées, toutes des entreprises familiales héritées sur plusieurs générations, les souvenirs sont faits de champs disparus. A Bramois, Gérard Varone, enfant, ne connaissait que des cultures, «du petit pont au centre du village jusqu'à la centrale Magros, près de l'autoroute».

### Les terres se déplacent

Chez chacun pourtant la même résignation et jamais de colère. «Il faut bien que les villes se développent, que l'économie tourne. Mais au bout de la chaîne, c'est toujours l'agriculteur qui est laissé pour compte», estime Gérard Varone. Devant la grande zone villas de Bramois, il lâche cette étonnante image: «Parfois on récupère quelques parcelles quand un collègue part à la retraite. En fait, une exploitation agricole, c'est assez mobile, elle se déplace en suivant les terres disponibles.»

Terrains de sport, zone économique, la ville de Sierre s'étend autour de la colline de Daval et de l'exploitation de Bertrand Caloz: «Les seuls terrains disponibles sont agricoles. Et c'est démocratique, si la majorité de la population veut une zone industrielle ou de loisirs, elle y a droit.»

En visitant ses cultures, nous passons devant un tas de gravier. Un grand. Près de trois mètres de haut sur plusieurs milliers de mètres carrés. Ce sont les déchets lâchés par la Navizence lors des inondations de 2018. «C'est une me-

sure provisoire qui dure», note Bertrand Caloz. A la place du maïs poussent désormais des cailloux. «Le terrain n'aura jamais la même fertilité. C'est le genre de choses qui se font sur notre dos.»

Ces choix politiques ne sont pas sans conséquences financières sur les agriculteurs. «Créer un verger en culture intensive, c'est 70 000 francs l'hectare. Il faut quinze ans pour le rentabiliser et nous avons en plus des engagements à long terme avec nos clients. Donc quand une parcelle disparaît, c'est très compliqué», explique Bertrand Caloz.

### Imposés comme nul autre

Les trois exploitants que nous avons rencontrés louent la majorité de leurs terres. Ils ont donc très peu d'emprise une fois qu'elles sont dézonées. «Lorsqu'un terrain qui vaut 4 à 6 francs le mètre carré passe à 200 francs, on ne peut pas dire au propriétaire de ne pas le vendre», note Pascal Lattion.

Certains agriculteurs ont aussi, cependant, profité de ces ventes. «A l'époque, certains ont fait de l'œil à la ville de Sierre pour que la zone économique de Daval se développe sur leurs terrains. Nous faisons un métier difficile qui ne rapporte pas beaucoup. L'appât du gain s'explique. Comme beaucoup de Valaisans, un terrain représente souvent une meilleure retraite», reconnaît Bertrand Caloz.

Des barrières existent, mais elles ciblent surtout les agriculteurs eux-mêmes. Le droit foncier, par exemple, limite la

vente et le morcellement des terres agricoles, sauf lorsqu'elles sont dézonées. Et, dans ce cas, si un paysan vend une parcelle de sa ferme, il est imposé



**Créer un verger en culture intensive. C'est 70 000 francs l'hectare. Il faut quinze ans pour le rentabiliser.”**

**BERTRAND CALOZ**  
AGRICULTEUR À SIERRE

comme s'il s'agissait d'un revenu. «Près de la moitié revient donc au fisc», explique Gérard Varone. Il ajoute: «Effectuée par quelqu'un exerçant n'importe quel autre métier, cette vente serait imposée comme un gain immobilier.» Il a récemment vendu sa ferme au centre de Bramois pour s'installer plus près de ses champs: «Le fisc s'est bien assuré que les gains servaient à construire le nouveau dépôt.»

### Rhône 3, le coup de trop

Bertrand Caloz nous amène à 30 mètres du Rhône, là où il devrait passer après sa troisième correction. Le projet prévoit d'élargir le fleuve en plusieurs endroits. Plus de 300 hectares seraient ainsi pris sur des terres agricoles dans tout le canton.

Sur ce sujet, point de résignation, même si Rhône 3 ne représente que quelques années de bétonnage. Les agriculteurs sont contre et se battent.



«Que l'urbanisation gagne sur nos terres, je peux le comprendre, car il y a une raison économique derrière. Mais pour faire de la renaturation, c'est plus difficile à admettre», lâche Bertrand Caloz. Gérard Varone ajoute: «Nos ancêtres ont endigué le fleuve pour gagner de bonnes terres, faciles à travailler. Nous les enlever pour ça, c'est un coup de massue.»

Mais le Rhône n'est pas le seul à poser problème. Pascal Lattion et certains de ses collè-



**Le sol valaisan est tellement bétonné que l'eau n'est plus absorbée par le sol. Elle est canalisée directement vers les rivières qui deviennent dangereuses.»**

**PASCAL LATTION**  
AGRICULTEUR À COLLOMBEY-MURAZ

gues vont perdre des terrains parce qu'il faudra agrandir le lit de la Vièze. «Le sol valaisan est tellement bétonné que l'eau n'est plus absorbée par le sol. Elle est canalisée directement vers les rivières qui deviennent dangereuses.» C'est la double peine. La perte de terrains agricoles entraîne l'élargissement de cours d'eau sur des terres agricoles.

### La LAT comme espoir

Année après année, les agriculteurs voient leur outil de travail grignoté par les villes et les villages. Ils s'étonnent que la population ne le défende pas plus car il représente sa nourriture. «Seul le canton peut enrayer le phénomène en réglementant l'ouverture de nouvelles zones», affirme Bertrand Caloz.

En cela, l'espoir réside dans la LAT si décriée par les Valaisans. La loi d'aménagement du territoire limite le dézonage aux stricts besoins.